



Fédération
des sociétés
d'histoire
du Québec

Montréal, le 31 mars 2009

Monsieur Martin Landry
Directeur du développement du secteur financier
et des personnes morales
Ministère des Finances
8, rue Cook, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 0A4
Courriel : dpif@finances.gouv.qc.ca

Présentation FSHQ

Fondée en 1965, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (FSHQ) compte quelque 210 sociétés membres et regroupe plus de 40 000 personnes sur l'ensemble du territoire québécois et même en Ontario français. Nos membres œuvrent dans les domaines de la recherche historique et généalogique, de la protection et de la mise en valeur du patrimoine immobilier, mobilier, archivistique et ethnologique, de même que dans celui de l'édition de publications sur l'histoire d'une région, d'une municipalité ou encore d'une famille. Les sociétés d'histoire sont des pionnières, la première d'entre elles ayant été fondée en 1824, et elles travaillent activement depuis cette époque à la protection et à la mise en valeur de notre patrimoine sous toutes ses formes. De par leur intérêt pour notre histoire et notre patrimoine collectif, les membres des sociétés d'histoire se sentent concernés au premier chef par tout ce qui peut porter atteinte à la richesse du patrimoine québécois.

Commentaires sur les propositions

Nous avons étudié avec intérêt le document de consultation sur «*La réforme du droit des associations personnalisées*» et il nous importe de souligner d'entrée de jeu que nous sommes heureux de constater que le document de consultation s'inscrit dans la continuité

et tient compte des commentaires et remarques du milieu associatif relativement à la consultation du registraire des entreprises.

C'est donc dans un esprit constructif et avec l'objectif de poursuivre la réflexion vers un véritable cadre juridique d'encadrement des activités des associations que nous répondons à la demande d'opinions du ministère des Finances.

Dans l'ensemble, la FSHQ est d'accord avec les propositions du ministère des Finances en matière de réforme du droit des associations personnalisées. Toutefois, nous sommes toujours étonnés que le ministère pousse la simplification des règles en matière de constitution et d'administration d'associations en permettant que seulement deux personnes puissent obtenir les lettres patentes pour une association et qu'une seule personne puisse en assurer l'administration. Ce qui est logique pour une corporation à but lucratif nous semble aller à contresens pour des organismes à but non lucratif.

Pour des raisons de compréhension et de clarté de notre mémoire, nous joignons en annexe un tableau résumant l'opinion de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, où les propositions du document de consultation sont numérotées et suivies d'un terme résumant notre position. Nous référerons à ce numéro dans le présent document.

Généralités

La FSHQ est heureuse de constater que le projet de réforme du droit des associations personnalisées élaboré par le ministère des Finances du Québec s'appuie sur les acquis d'un cadre juridique qui a fait ses preuves (1.2) mais qu'il est maintenant nécessaire de moderniser (1.3) par un régime plus complet qui permettra de remplacer plusieurs lois d'intérêt public et privé qui ont servi à la constitution d'associations. Nous sommes aussi en accord avec la proposition 1.4 d'accorder davantage de pouvoirs aux membres quant aux décisions fondamentales de leur propre association sans déroger (1.5) aux règles fondamentales du droit des personnes morales, lesquelles sont établies aux articles 298 à 333 du *Code civil du Québec*. Nous nous demandons d'ailleurs pourquoi s'être limité à ces seuls articles. Dans les faits l'ensemble du chapitre cinq (articles 298 à 364) du Code civil devrait s'appliquer, ce qui encadrerait bien des propositions du document de consultation.

Nous sommes aussi d'accord avec la proposition 1.6 de « prévoir des règles supplémentaires pour les associations qui recueillent des dons, dans le but de garantir que ces dons sont utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ». De plus, le législateur devrait profiter de cette réforme pour inclure dans cette loi le droit pour ces personnes morales de pouvoir éventuellement émettre des reçus pour fins de déduction fiscale, à l'image des cotisations syndicales ou des cotisations aux ordres professionnels. De cette manière, le législateur

encouragerait le financement direct des associations par des incitatifs fiscaux somme toute légers.

Comparaisons avec les propositions du registraire des entreprises

La FSHQ est également d'accord que la loi encadrant les associations personnalisées vienne confirmer la pleine capacité juridique à l'association (2.1.1) déjà définie par le Code civil (voir articles 298 et suivants), qu'elle offre la latitude aux associations d'établir des catégories de membres (2.1.4) et qu'elle accorde expressément aux membres le droit de présenter leurs observations s'ils sont passibles de sanctions disciplinaires (2.1.3). C'est une question de logique et de justice élémentaires.

Par contre, nous sommes toujours en désaccord avec la proposition 2.1.2 de « Permettre à toute association qui le désire d'être gérée par un seul administrateur, sauf si elle recueille des dons ». Il nous est vraiment malaisé d'y voir une recommandation empreinte de sagesse et de prévoyance, particulièrement dans un monde où l'on cherche à mousser la démocratie participative. Certains énoncés vieux comme le monde tels que « le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument » ou encore « du choc des idées jaillit la lumière » devraient, nous semble-t-il, nous guider quand il s'agit d'établir la meilleure façon de gérer un organisme bénévole. C'est pourquoi nous proposons plutôt de maintenir le principe actuel d'un minimum de trois administrateurs.

Par ailleurs, nous apprécions que le ministère des Finances ait jugé plus prudent de réserver pour un examen distinct le volet du financement par l'émission de parts (2.3).

Propositions particulières

Constitution de l'association

La FSHQ est d'accord avec la proposition 3.1.1 selon laquelle la constitution d'une association n'est plus un privilège accordé par l'État mais plutôt un droit. Toutefois, nous proposons de spécifier que l'État doit conserver un rôle de surveillance dans la constitution et l'évolution d'une association afin de s'assurer qu'elle correspond à la lettre et à l'esprit de la loi.

La FSHQ ne trouve pas suffisante la proposition 3.1.2 selon laquelle « L'association personnalisée étant un groupement, elle comporterait par définition au moins deux membres ». En effet, nous nous interrogeons sur le bien-fondé de considérer la possibilité que seulement deux personnes puissent fonder un organisme à but non lucratif, alors qu'il

en fait trois au minimum à l'heure actuelle. Nous estimons que, dans le milieu bénévole et communautaire, où les gains financiers ne peuvent pas constituer une motivation comme dans les corporations à but lucratif, il est crucial de s'assurer dès le point de départ que la création d'un tel organisme, d'une telle association réponde bien à un besoin dans la communauté et qu'elle ait quand même de bonnes assises dans la communauté qu'elle entend desservir. Ce serait, nous semble-t-il, un minimum à exiger pour éviter que des organismes de toutes sortes se mettent à pulluler de tous bords tous côtés sans aucune garantie de survie à plus ou moins court terme. Déjà, l'expérience nous enseigne que certains organismes, fondés il y a quelques années par plusieurs personnes et ayant de fortes bases dans la communauté, au moment de leur fondation, sont devenus avec le temps beaucoup moins dynamiques et sont aujourd'hui moribonds... ou même éteints en pratique, si ce n'est que personne ne s'est donné la peine de mettre un terme officiel à leur existence (souvent faute de bénévoles ou d'administrateurs pour s'occuper de cette dernière tâche!).

Aussi proposons-nous plutôt de maintenir le principe actuel d'un minimum de trois personnes.

De même, nous sommes en désaccord avec la proposition 3.1.3 visant l'établissement d'un nouveau mécanisme simplifié d'obtention d'un certificat de constitution (lettres patentes). Nous proposons plutôt de maintenir la règle actuelle : une association obtient la personnalité juridique sur simple dépôt des documents constitutifs prévus à cet effet dans la mesure où ceux-ci identifient minimalement les objets pour lesquels est constituée l'association. Toutefois, l'immatriculation annuelle serait maintenue.

La simplification des mécanismes d'obtention d'un certificat de constitution devrait aussi être en conformité avec les exigences du gouvernement fédéral en matière de reconnaissance des organismes de bienfaisance. Les associations enregistrées en vertu des lois québécoises doivent souvent demander des modifications de leurs lettres patentes pour répondre aux exigences tatillonnes du gouvernement fédéral. Un meilleur arrimage entre les exigences fédérales et québécoises simplifierait grandement la vie des bénévoles des associations dans leurs démarches pour atteindre l'autonomie financière et remplir la mission de leur association.

Enfin, nous ne voyons pas l'utilité des propositions 3.1.6 et 3.1.7 visant à accoler les lettres A.P. ou A.P.é à la fin du nom de l'association. Cela n'apporte rien de plus, et est même une source de confusion, voire de ridicule.

Nous recommandons donc que ces initiales ne soient pas utilisées et qu'elles ne soient surtout pas obligatoires.

Règlement intérieur et membres

Nous avons de la difficulté à saisir la signification de l'expression « règlement intérieur » dans le contexte d'une loi encadrant la constitution d'une association personnalisée. Toutefois, à la lecture de la définition¹ publiée sur le site de l'Office de la langue française, nous comprenons qu'il faudrait faire la distinction entre les statuts, qui sont en quelque sorte le règlement fondamental (ou règlement général) de l'organisme et les règlements ou les politiques de gestion adoptées par le conseil d'administration. Dans le milieu associatif, les statuts ou les règlements généraux sont adoptés par l'assemblée générale par une majorité renforcée des 2/3.

Aussi proposons-nous de remplacer l'expression « règlement intérieur » par « statuts », lorsqu'il est question des fondements de l'organisme, et « règlements de gestion », lorsqu'il est question de règlements adoptés par le conseil d'administration pour la gestion quotidienne de l'organisme.

Nous sommes d'accord avec la proposition 3.2.1, en autant que l'expression « règlement intérieur » soit remplacée par « statuts », et en autant que « Le pouvoir d'adopter et de modifier le règlement intérieur relèverait, tout comme présentement, du conseil d'administration, sauf en ce qui concerne les sujets dits « fondamentaux », qui seraient précisés par le nouveau régime. Les modifications adoptées par le conseil devraient être approuvées par les membres de l'association pour demeurer en vigueur. Si une modification n'était pas ainsi approuvée, au plus tard lors de l'assemblée annuelle suivante, le conseil ne pourrait pas, ensuite, adopter et mettre en vigueur une modification semblable sans obtenir préalablement l'approbation des membres. ». En fait, la proposition ne fait qu'entériner la pratique dans le milieu associatif où l'assemblée générale a le pouvoir de changer les statuts

¹ Extrait du site de l'Office de la langue française.

Règlement intérieur n. m. (normalisé par l'Office de la langue française)

Acte juridique énonçant l'ensemble des règles de fonctionnement d'un organisme, d'un groupement.

Note(s) : N'importe quel organisme peut avoir un règlement intérieur : une école, un conseil, une assemblée, un tribunal, une entreprise, une association, un ordre professionnel, un camp de vacances, un club, un terrain de camping, etc.

Dans une société ou une association, les statuts se distinguent du règlement intérieur en ce qu'ils forment l'acte constitutif du groupement (ils indiquent son nom, son objet, sa composition, etc.), alors que le règlement ne fait que régir son fonctionnement.

Éviter l'expression règlement de régie interne. Régie interne est inutilement lourd et semble calqué sur indoor management. Éviter également de parler de règles, calque de l'anglais « rules ». Bien que l'acte juridique en question contienne, comme tout acte juridique, des règles de comportement, le terme règles ne fait généralement pas partie de sa désignation. Le français appelle règlement les actes unilatéraux de portée générale autres que la loi, tant ceux qui sont pris par les autorités publiques pour l'application des lois que ceux qui servent à régir le fonctionnement interne d'un groupement ou d'un organisme.

On édicte, prend, arrête ou établit un règlement intérieur.

de l'association (sous recommandation du Conseil d'administration, d'un comité mandaté à cet effet ou de membres désirant apporter des modifications), et ce, en respect des démarches incluses dans les règlements généraux (ou statuts) de ladite association.

Nous sommes aussi d'accord avec la proposition 3.2.2, en autant que l'expression « règlement intérieur » soit remplacée par « statuts », et nous appuyons évidemment l'idée que « L'association devrait fournir gratuitement une copie de son règlement intérieur à tout nouveau membre qui le lui demande ».

Nous sommes aussi d'accord avec les propositions 3.2.3 et 3.2.4 donnant aux membres réunis en assemblée générale le pouvoir décisionnel sur les sujets fondamentaux. En fait, l'assemblée générale des membres devrait conserver les mêmes pouvoirs qu'elle détient déjà en matière de modification des statuts (avec majorité renforcée des 2/3 des votes) : but de l'association; nom de l'association; siège de l'association; fusion; dissolution; continuation en une autre forme de personne morale.

De même, nous sommes d'accord, en autant que l'expression « règlement intérieur » est remplacée par « statuts » ou « règlement de gestion » selon le niveau de décisions, avec les propositions relatives aux modes de communication et de vote à distance (3.2.6); ainsi que d'un quorum constitué des personnes présentes (3.2.7). Par contre, nous sommes en désaccord avec la proposition 3.2.9 permettant à un membre de se faire représenter. Nous sommes pour le maintien de l'interdiction du vote par procuration. En outre, il nous apparaît important pour assurer le respect de l'ensemble des membres d'une association que l'ensemble des sujets à l'ordre du jour soit expédié à l'ensemble des membres par le moyen le plus universel possible et qu'il ne soit pas possible de proposer sur le parquet de l'assemblée générale des objets ayant une incidence sur la pérennité et l'intégrité de l'association, comme le laisse entendre la proposition 3.2.10.

Administrateurs et autres dirigeants

LA FSHQ est en accord avec la majorité des propositions relatives aux rôles et responsabilités des administrateurs et des dirigeants d'une association personnalisée. Toutefois, nous attirons l'attention sur les points suivants :

Nous approuvons la proposition 3.3.7 à l'effet qu'un « administrateur qui n'a pas participé à la prise de décision du conseil d'administration serait réputé avoir acquiescé aux décisions prises, à moins qu'il ne fasse part de sa dissidence dans un certain délai. ». Elle corrige le second alinéa de l'article 337 du Code civil qui ouvrait la porte à l'irresponsabilité structurelle des absents.

Par contre, nous sommes en profond désaccord avec la proposition 3.3.1 à l'effet qu'une « association continuerait à agir par l'intermédiaire de ses organes, à savoir son conseil

d'administration et son assemblée des membres. Toutefois, si le règlement intérieur prévoyait que chacun des membres est également administrateur, il n'y aurait pas d'assemblée des membres ». Il nous apparaît nécessaire de maintenir la distinction, même si dans la pratique il est possible que l'ensemble des membres d'une très petite association soient membres *de facto* du conseil d'administration.

C'est pourquoi nous proposons de maintenir la distinction entre les organes de gestion de l'organisme : l'assemblée générale des membres et le conseil d'administration.

De même, comme nous l'exprimons pour la proposition 2.1.2, nous sommes en total désaccord avec la proposition 3.3.2 à l'effet qu'un « conseil d'administration puisse être composé d'un ou de plusieurs administrateurs, comme dans les sociétés par actions ». C'est pourquoi nous réitérons notre proposition à l'effet que tout conseil d'administration soit composé d'un minimum de trois administrateurs.

Il nous apparaît important de distinguer les administrateurs bénévoles d'une association des administrateurs rémunérés dans le degré de responsabilité des administrateurs face à leur obligation vis-à-vis le personnel rémunéré de l'organisme (3.3.4). Dans une société où il est de plus en plus difficile de recruter des administrateurs bénévoles compétents et actifs, il ne faudrait pas que l'ajout de responsabilités et éventuellement de poursuites pour non-respect des obligations contractuelles en matière de rémunération des employés soit une nouvelle source de démobilitation. C'est pourquoi nous insistons pour que la responsabilité des administrateurs en matière de rémunération des employés soit exclusivement la responsabilité des administrateurs rémunérés ou pour que la loi veille à protéger et défendre les intérêts des administrateurs purement bénévoles.

Enfin, il nous apparaît important de maintenir les dispositions actuelles de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* qui n'oblige pas les associations à faire vérifier leurs livres comptables. C'est pourquoi nous sommes entièrement d'accord avec la proposition 3.3.7 : « Quant à la tenue des comptes, elle pourrait n'être que minimale, à moins que l'association n'ait sollicité et reçu des dons, auquel cas la tenue des comptes devrait être plus détaillée. »

Transformation, dissolution et liquidation

La FSHQ est d'accord avec les différentes propositions relatives à la fusion (3.4.1), voire à l'intégration d'organismes (3.4.2); qu'en cas de dissolutions les biens de tiers soient transmis à un ou des organismes ayant des objectifs semblables (3.4.7). De plus, nous proposons qu'une association puisse être dissoute en adoptant une résolution en ce sens par au moins les 2/3 des voix des membres présents à une assemblée générale spéciale convoquée strictement à cette fin.

Par ailleurs, nous n'appuyons pas les propositions 2.1.5 et 3.4.1 permettant qu'une association contractuelle puisse se continuer en association personnalisée en vertu du nouveau régime. Elle devrait faire les démarches prévues pour se constituer en association personnalisée.

Nous sommes aussi d'accord avec la proposition 3.4.3 relativement au processus de dissolution d'une association; ainsi qu'avec la proposition 3.4.6 de maintenir le processus de liquidation actuel.

Toutefois, nous trouvons abusive la proposition 3.4.5 à l'effet qu'« il y aurait lieu d'accorder un droit d'action en justice contre l'association dans les trois ans qui suivent sa dissolution ». C'est en raison de telles propositions que les associations personnalisées vivent la défection et le refus d'engagement de bénévoles compétents qui ne sont pas prêts à perdre les économies d'une vie dans l'aventure de l'administration d'une OBNL.

Règles supplémentaires en cas de dons

La section 3.5 du document de consultation propose différentes règles à établir pour encadrer les associations récoltant des dons. Nous sommes d'accord en principe avec ces propositions, mais il nous semble nécessaire que cette section fasse l'objet d'une analyse intégrée qui tienne compte des exigences pointilleuses du gouvernement fédéral en matière de reconnaissance du statut d'organisme de bienfaisance.

Mais déjà le gouvernement pourrait appliquer, par règlement, la proposition 3.5.4 pour exempter des personnes morales ou des groupements de l'application, en tout ou en partie, de ces règles. Par exemple, il pourrait examiner la possibilité d'exempter les associations personnalisées qui reçoivent moins de 1 000 dollars de dons par année.

Nous trouvons aussi intéressante la proposition 3.5.7 relativement à l'établissement d'un processus de plainte afin de favoriser le respect des règles en matière de dons.

De toute façon, nous proposons que l'ensemble des organismes régis par le nouveau système bénéficient des règles suivantes :

Toute association reconnue et incorporée sous la présente loi a droit à :

- a) Un congé d'impôt sur les surplus (bénéfices);
- b) Un congé de toutes taxes, et ce, tant provinciales que municipales et scolaires;
- c) Émettre des reçus pour fins de déductions fiscales.

Remplacement de lois et continuation des associations

La FSHQ apprécie la pertinence et surtout l'efficacité des propositions relatives à la transition vers le nouveau régime de droit des associations personnalisées. Nous apprécions particulièrement la proposition 4.2.2 à l'effet que la transition entre les deux régimes s'effectue sans frais pour les associations. Ce faisant, le ministère s'assure que les associations passent des anciennes lois qui les régissaient aux nouvelles sans préjudice ni modification quant à leurs droits, obligations et devoirs envers leurs membres et la société québécoise qui bénéficie de leur action.

Conclusions

En conclusion, nous estimons que les propositions du document de consultation de la *Réforme du droit des associations personnalisées* constituent une étape importante et un pas dans la bonne direction pour doter le Québec d'une loi qui modernisera l'encadrement des pouvoirs et obligations des associations, de leurs membres et de leurs administrateurs. Toutefois, avant d'en approuver tous les aspects, nous croyons que plusieurs éléments méritent qu'on les regarde de beaucoup plus près, et dans un environnement social beaucoup plus vaste, de façon à s'assurer que quelques-unes de ces propositions ne finiront pas par engendrer une certaine anarchie et surtout un désengagement des bénévoles, qui sont à notre avis plus indispensables que jamais à la qualité de vie que nous connaissons déjà... et qui peut encore être grandement améliorée.

Vous remerciant à l'avance de votre attention et espérant que ces diverses remarques sauront s'avérer utiles au développement d'un nouveau droit québécois des associations personnalisées, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le Président,



Richard M. Bégin

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

	PROPOSITIONS DU MINISTÈRE DES FINANCES	
1	Généralités	
1.1	Les propositions du ministère des Finances visant la réforme du droit des associations personnalisées peuvent être résumées ainsi :	
1.2	<ul style="list-style-type: none"> maintenir une structure juridique qui a fait ses preuves, soit prévoir des règles relatives au mode de constitution d'une association, à son fonctionnement et à sa dissolution; 	Accord
1.3	<ul style="list-style-type: none"> moderniser le droit des associations en prévoyant un régime plus complet que celui que proposait le registraire des entreprises; 	Accord
1.4	<ul style="list-style-type: none"> accorder davantage de pouvoirs aux membres quant aux décisions fondamentales de leur propre association. Actuellement, le conseil d'administration détient la plupart des pouvoirs, dont le contrôle du règlement intérieur; 	Accord
1.5	<ul style="list-style-type: none"> ne pas déroger aux règles fondamentales du droit des personnes morales, lesquelles sont établies aux articles 298 à 333 du <i>Code civil du Québec</i>; 	Accord
1.6	<ul style="list-style-type: none"> prévoir des règles supplémentaires pour les associations qui recueillent des dons, dans le but de garantir que ces dons sont utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis; 	Accord avec remarque ²
1.7	<ul style="list-style-type: none"> remplacer plusieurs lois d'intérêt public qui permettent la constitution d'associations. 	Accord
2	Comparaison avec les propositions du registraire des entreprises	
2.1	Plusieurs mesures de modernisation du droit des personnes morales, proposées par le registraire des entreprises, seraient reprises :	
2.1.1	<ul style="list-style-type: none"> accorder la pleine capacité juridique à l'association; 	Accord
2.1.2	<ul style="list-style-type: none"> permettre à toute association qui le désire d'être gérée par un seul administrateur, sauf si elle recueille des dons; 	Désaccord ³
2.1.3	<ul style="list-style-type: none"> formuler expressément le droit pour un membre de présenter ses observations s'il est passible d'une sanction disciplinaire; 	Accord
2.1.4	<ul style="list-style-type: none"> maintenir des règles qui laissent de la latitude aux associations, telle la possibilité d'établir des catégories de membres; 	Accord

² De plus, le législateur devrait profiter de cette réforme pour inclure dans cette loi le droit pour ces personnes morales de pouvoir éventuellement émettre des reçus pour fins de déduction fiscale, à l'image des cotisations syndicales ou des cotisations aux ordres professionnels. De cette manière, le législateur encouragerait le financement direct des associations par des incitatifs fiscaux somme toute légers.

³ Nous proposons plutôt de maintenir le principe actuel d'un minimum de trois administrateurs.

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

2.1.5	<ul style="list-style-type: none"> permettre à toute association contractuelle de se continuer en association personnalisée. 	Désaccord
2.2	Quant à l'affectation des dons, des mesures minimales de protection seraient mises en place. Les associations ne seraient pas obligées de détenir les biens donnés distinctement de leur propre patrimoine. Les subventions reçues d'organismes publics ne seraient pas visées par ces règles.	Accord
2.3	Le mode de financement par émission de parts est un sujet complexe, qui prête d'ailleurs à controverse. Puisqu'il ne concerne qu'une minorité d'associations, il sera examiné distinctement des propositions visant l'ensemble des associations. Les associations et organismes du secteur de l'économie sociale sont spécialement invités à formuler des propositions précises sur la manière de régler cette question.	Accord avec la réserve.
3	Propositions particulières	
3.1	Constitution de l'association	
3.1.1	Dans le système actuel, la faculté de constituer une association est un privilège accordé par l'État. Il est proposé que ce privilège devienne plutôt un droit. Ainsi, l'État ne contrôlerait plus les buts des associations.	Accord avec remarque ⁴
3.1.2	L'association personnalisée étant un groupement, elle comporterait par définition au moins deux membres.	Désaccord ⁵
3.1.3	Les fondateurs déposeraient auprès du registraire des entreprises une déclaration de constitution d'association. Cette déclaration devrait contenir les mêmes renseignements que ceux actuellement exigés dans une déclaration d'immatriculation en vertu de la <i>Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales</i> (Loi sur la publicité légale). Cette déclaration opérerait immatriculation. Par ailleurs, cette loi pourrait être modifiée afin que la déclaration contienne les deux renseignements supplémentaires suivants : <ul style="list-style-type: none"> le but de l'association; son intention de solliciter ou non des dons du public. 	Désaccord ⁶

⁴ Toutefois, nous proposons de spécifier que l'État doit conserver un rôle de surveillance dans la constitution et l'évolution d'une association afin de s'assurer qu'elle correspond à la lettre et à l'esprit de la loi.

⁵ Nous proposons plutôt de maintenir le principe actuel d'un minimum de trois administrateurs.

⁶ Nous proposons plutôt de maintenir la règle actuelle : une association obtient la personnalité juridique sur simple dépôt des documents constitutifs prévus à cet effet dans la mesure où ceux-ci identifient minimalement les objets pour lesquels est constituée l'association. Toutefois, l'immatriculation annuelle serait maintenue.

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

3.1.4	Ces informations devraient être tenues à jour.	Accord
3.1.5	Si l'association dérogeait à son but en contractant avec un tiers de bonne foi, ce contrat demeurerait tout de même valide.	Accord
3.1.6	Le nom de l'association devrait se terminer par la mention A.P., pour indiquer sa forme juridique d'association personnalisée.	Désaccord ⁷
3.1.8	Dans beaucoup d'associations, les membres ont des droits et obligations égaux (associations égalitaires). Dans d'autres, les règlements intérieurs prévoient des catégories de membres. Or, pour favoriser la transparence, il serait permis aux associations égalitaires de se distinguer par la mention A.P.é. Cette mention fournirait une information significative quant à la nature même du régime interne de l'association : un régime égalitaire.	Désaccord ⁸
3.2	Règlement intérieur et membres⁹	
3.2.1	Le pouvoir d'adopter et de modifier le règlement intérieur relèverait, tout comme présentement, du conseil d'administration, sauf en ce qui concerne les sujets dits « fondamentaux », qui seraient précisés par le nouveau régime. Les modifications adoptées par le conseil devraient être approuvées par les membres de l'association pour demeurer en vigueur. Si une modification n'était pas ainsi approuvée, au plus tard lors de l'assemblée annuelle suivante, le conseil ne pourrait pas, ensuite, adopter et mettre en vigueur une modification semblable sans obtenir préalablement l'approbation des membres.	Accord avec remarque ¹⁰ ¹¹

⁷ Nous ne voyons pas ce que cela apporterait de plus. L'ajout A.P. ne devrait pas être une obligation.

⁸ La mention A.P.é ne correspond à rien de significatif pour nous.

⁹ Remarque sur l'expression « Règlement intérieur » que nous proposons de remplacer par « Statuts ».

¹⁰ En autant que l'expression « règlement intérieur » soit remplacée par « règlements généraux ».

L'assemblée générale a le pouvoir de changer les règlements généraux de l'association (sous recommandation du CA, d'un comité mandaté à cet effet ou de membres désirant apporter des modifications), et ce, en respect des démarches incluses dans les règlements généraux de la dite association.

¹¹ En autant que l'expression « règlement intérieur » soit remplacée par « règlements généraux », parce la nouvelle appellation ne correspond à rien de connu dans le mouvement communautaire.

L'association doit tenir à jour, archiver obligatoirement et rendre accessibles aux membres les documents suivants (avec des balises et modalités à déterminer) :

- a) les actes constitutifs, les règlements généraux et autres politiques ou règlements de régie interne de l'association;
- b) les rapports d'activités, et les perspectives d'action;
- c) les états financiers annuels;
- d) les procès-verbaux l'assemblée générale.

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

3.2.2	Par ailleurs, l'association devrait fournir gratuitement une copie de son règlement intérieur à tout nouveau membre qui le lui demande.	Accord
3.2.3	Le pouvoir décisionnel sur les sujets fondamentaux relèverait des membres. Ainsi, pour entrer en vigueur, ces décisions fondamentales devraient être prises ou approuvées par les membres, ou par les membres d'une certaine catégorie déterminée dans le règlement intérieur. Entre autres sujets visés, il y aurait l'élection des administrateurs et la modification du but de l'association, comme c'est le cas actuellement. Les nouveaux sujets fondamentaux concerneraient, par exemple, les conditions d'admissibilité des membres et leurs obligations financières.	Accord
3.2.4	En principe, les associations pourraient déterminer, dans leur règlement intérieur, l'appui requis relativement aux décisions fondamentales. La loi exigerait toutefois une majorité renforcée (par exemple, les 2/3) relativement aux décisions portant sur les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> • but de l'association; • nom de l'association; • siège de l'association; • fusion; • dissolution; • continuation en une autre forme de personne morale. 	Accord
3.2.5	L'association conserverait le pouvoir d'établir, dans son règlement intérieur, des catégories de membres et d'accorder à ceux-ci des droits différents. Cette flexibilité permettrait aux associations d'ajuster leur régime à leurs besoins particuliers.	Accord
3.2.6	Généralement, les membres doivent se réunir en un même lieu pour prendre leurs décisions. Il est proposé de laisser aux associations la possibilité de déterminer, par règlement intérieur, les modes décisionnels qu'elles jugent les plus appropriés. Ces modes pourraient permettre des communications et des votes à distance. En facilitant ainsi la participation des membres, il serait alors possible de renforcer la démocratie associative.	Accord
3.2.7	Sous réserve du règlement intérieur de l'association, il est proposé qu'aucun quorum ne soit exigé lors d'une assemblée des membres et qu'en principe un membre ne puisse pas s'y faire représenter, ce qui diffère des règles prévues au <i>Code civil</i> .	Accord
3.2.8	Puisqu'il est fréquent que seule une minorité de membres participe aux assemblées, un quorum correspondant à la majorité des membres serait très contraignant. Il est donc préférable de laisser à chaque association la possibilité de fixer un quorum si elle le désire.	Accord
3.2.9	Par ailleurs, un membre pourrait se faire représenter si le règlement intérieur le permettait.	Désaccord ¹²

¹² Nous sommes pour le maintien de l'interdiction du vote par procuration

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

3.2.10	Enfin, il est envisagé d'obliger l'association à mentionner, au projet d'ordre du jour de l'assemblée annuelle des membres, les propositions ou sujets soumis par des membres. Les membres devraient alors décider, au début de l'assemblée, si ces propositions ou sujets seront inscrits à l'ordre du jour.	Désaccord
3.3	Administrateurs et autres dirigeants	
3.3.1	L'association continuerait à agir par l'intermédiaire de ses organes, à savoir son conseil d'administration et son assemblée des membres. Toutefois, si le règlement intérieur prévoyait que chacun des membres est également administrateur, il n'y aurait pas d'organe « assemblée des membres ». Cette possibilité permettrait aux petites associations de simplifier encore davantage leur administration.	Accord ¹³
3.3.2	Conformément au principe édicté par le <i>Code civil</i> , seules des personnes physiques pourraient agir à titre d'administrateur de l'association. À ce jour, une association doit être administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois personnes. Il est proposé que le conseil puisse être composé d'un ou de plusieurs administrateurs, comme dans les sociétés par actions. Rappelons qu'en vertu du <i>Code civil</i> , les administrateurs sont considérés comme mandataires de l'association.	Désaccord ¹⁴
3.3.3	Les règles actuelles ne prévoient pas de responsabilité, pour les administrateurs, relativement à la rémunération des salariés de l'association. En raison de l'obligation de bonne foi des administrateurs et du fait que les salariés ne sont pas informés de la situation financière de l'association, les administrateurs devraient assumer une certaine responsabilité à cet égard lorsqu'ils sont eux-mêmes rémunérés.	Accord avec remarque
3.3.4	En outre, un tribunal appelé à apprécier l'étendue de la responsabilité d'un administrateur et à déterminer les dommages-intérêts en conséquence pourrait réduire ceux-ci en considérant les nouveaux éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les circonstances dans lesquelles l'administrateur a agi; • le fait qu'il se soit basé sur l'opinion d'un expert choisi de bonne foi; • le fait qu'il soit mineur ou majeur protégé. 	Accord

¹³ Maintien de deux organes décisionnel : l'assemblée générale annuelle des membres et conseil d'administration.

¹⁴ Nous proposons plutôt : Obligation d'un minimum de trois (3) postes clairement identifiés pour constituer un conseil d'administration.

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

3.3.5	<p>En ce qui a trait aux décisions des administrateurs, celles-ci sont généralement prises au cours d'une réunion; les administrateurs se déplacent pour se rencontrer en un même lieu. Mais ils peuvent aussi participer au conseil d'administration par téléphone. Les résolutions écrites, signées par tous les administrateurs, constituent un autre mode de décision.</p> <p>Il est envisagé que les décisions des administrateurs puissent être prises selon tout mode, sauf si le règlement intérieur prévoit une ou des façons particulières de procéder. Cette proposition a aussi pour but d'accroître la flexibilité dans l'administration de l'association et de tenir compte des nouvelles technologies disponibles.</p>	Accord
3.3.6	<p>Par ailleurs, l'administrateur qui n'a pas participé à la prise de décision du conseil d'administration serait réputé avoir acquiescé aux décisions prises, à moins qu'il ne fasse part de sa dissidence à l'association dans un certain délai. Cette proposition vise à éviter que les administrateurs qui négligent de participer aux réunions soient traités, sur le plan de la responsabilité, plus avantageusement que ceux qui y participent.</p>	Accord
3.3.7	<p>Quant à la tenue des comptes, celle-ci pourrait n'être que minimale, à moins que l'association n'ait sollicité et reçu des dons, auquel cas la tenue des comptes devrait être plus détaillée.</p>	Accord
3.4	Transformation, dissolution et liquidation	
3.4.1	<p>Contrairement au présent régime, il serait permis à une association contractuelle de se continuer en association personnalisée.</p>	Désaccord ¹⁵
3.4.2	<p>Le processus de fusion actuel entraîne la constitution d'une nouvelle association, laquelle intègre les associations qui fusionnent. Il est proposé de permettre en plus à une association d'en intégrer une autre, de telle sorte que les membres de cette dernière deviendraient membres de l'association qui subsisterait.</p>	Accord
3.4.3	<p>En ce qui a trait au processus de dissolution, l'association qui a des dettes doit obtenir le consentement de ses créanciers. Ses administrateurs deviennent solidairement responsables envers les créanciers qui n'ont pas consenti à la dissolution.</p> <p>Or, la décision de dissoudre l'association ne devrait pas dépendre des créanciers.</p>	Accord
3.4.4	<p>Il est proposé que les administrateurs soient solidairement responsables des obligations de l'association uniquement envers les créanciers connus qui n'ont pas été avisés dans un délai prescrit.</p>	Accord
3.4.5	<p>En principe, les membres et administrateurs ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'association. Cependant, il y aurait lieu d'accorder un droit d'action en justice contre l'association dans les trois ans qui suivent sa dissolution.</p>	Désaccord

¹⁵ Une association contractuelle devra faire les démarches prévues pour se constituer en association personnalisée.

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

3.4.6	Quant au processus de liquidation actuel, selon lequel la liquidation des biens précède la dissolution de l'association, il devrait être maintenu. Il est préférable que les administrateurs demeurent régis par les règles sur le mandat, qui se sont toujours appliquées à eux, que par le régime de liquidation prévu au <i>Code civil</i> (administration du bien d'autrui).	Accord
3.4.7	Les biens de l'association liquidée qui proviennent de la contribution de tiers devraient être remis à une autre personne morale ou à une fiducie partageant des objectifs semblables à ceux de l'association.	Accord
3.4.8	Actuellement, il n'est pas possible de demander la reprise d'existence d'une association qui s'est dissoute volontairement. En raison de la facilité de constituer une association, il apparaît approprié de maintenir le statu quo.	Accord
3.5	Règles supplémentaires en cas de dons	
3.5.1	Certaines règles supplémentaires pourraient être appliquées aux associations qui reçoivent des dons du public afin de garantir que ces derniers servent les fins pour lesquelles ils ont été accordés. Ces règles ne seraient cependant pas appliquées aux subventions octroyées par des organismes publics. Les associations ne seraient pas obligées de détenir distinctivement de leur propre patrimoine les sommes ou autres biens donnés. Elles seraient toutefois obligées de tenir des comptes détaillés portant sur la provenance et sur l'utilisation des dons.	Accord
3.5.2	Une règle obligerait l'association à avoir au moins cinq membres et cinq administrateurs. Toutefois, une association pourrait ne compter que trois membres et trois administrateurs, si elle est constituée depuis moins d'un an ou si elle a reçu, pour l'année financière précédente, moins de 30 000 dollars de dons. De plus, au moins la moitié des administrateurs devraient être indépendants des autres. Aucun encadrement particulier ne régirait les activités de sollicitation.	Accord
3.5.3	Il est proposé que les règles en matière de dons visent toutes les personnes morales sans but lucratif qui sollicitent des dons au Québec, qu'elles soient ou non des associations et qu'elles soient ou non constituées en vertu d'une loi québécoise. Il est proposé que ces règles soient aussi appliquées aux associations contractuelles.	Accord
3.5.4	Le gouvernement pourrait, par règlement, exempter des personnes morales ou des groupements de l'application, en tout ou en partie, de ces règles. Par exemple, il pourrait examiner la possibilité d'exempter les associations contractuelles qui reçoivent moins de 1 000 dollars de dons par année.	Accord
3.5.5	En pratique, ces règles s'appliqueraient surtout aux associations qui ont le statut d'organisme de bienfaisance enregistré. Elles ne feraient pas double emploi avec les exigences fiscales qui leur sont applicables, qui concernent principalement des informations financières. Rappelons que ces organismes de bienfaisance peuvent remettre à leurs donateurs des reçus officiels leur permettant de réduire leur impôt sur le revenu.	Accord

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

3.5.6	Des documents ou renseignements relatifs à ces dons seraient accessibles au public, notamment l'état des résultats, soit les revenus et les dépenses, de l'exercice écoulé. En effet, il paraît d'intérêt général que le public ait un droit de regard sur les associations qui recueillent des dons.	Accord
3.5.7	Un processus de plainte est envisagé afin de favoriser le respect des règles en matière de dons. En voici la description. <ul style="list-style-type: none"> • Une personne pourrait se plaindre à une association pour le motif que cette dernière a dérogé aux règles supplémentaires relatives aux dons. • L'association devrait répondre à cette plainte dans un délai de 60 jours. • Si la personne était insatisfaite de la réponse ou des suites données à sa plainte, elle pourrait se plaindre auprès d'une autorité (organisme ou personne) qui serait désignée à cette fin par le ministre des Finances. • Si la plainte était fondée, cette autorité devrait en informer le public et mentionner, le cas échéant, comment l'association a régularisé la situation ou exécuté une mesure compensatoire. 	Accord
3.5.8	Ces propositions visent à favoriser l'honnêteté et la transparence et, par conséquent, à maintenir la crédibilité des associations auprès du public.	Accord
4	Remplacement de lois et continuation des associations	
4.1	Lois d'intérêt public	
4.1.1	Le nouveau régime pourrait remplacer la partie III de la <i>Loi sur les compagnies</i> ainsi que les lois suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Loi sur les clubs de chasse et de pêche;</i> • <i>Loi sur les clubs de récréation;</i> • <i>Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux;</i> • <i>Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance;</i> • <i>Loi sur les sociétés agricoles et laitières;</i> • <i>Loi sur les sociétés d'horticulture.</i> Ces lois, ainsi que la partie III de la <i>Loi sur les compagnies</i> , sont désuètes et leur remplacement ne semble pas faire de difficultés.	
4.1.2	Les associations concernées seraient continuées de plein droit sous le nouveau régime à compter du dépôt de leur déclaration annuelle, conformément à la Loi sur la publicité légale. Ainsi, cette déclaration opérerait continuation. Ces lois seraient remplacées de plein droit, au plus tard, au terme d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.	Accord

Tableau résumant l'opinion de la FSHQ

4.1.3	Les associations qui auraient fait défaut de produire deux déclarations annuelles consécutives seraient continuées de plein droit sous le nouveau régime, à la date du remplacement de ces lois. Toutefois, leur immatriculation pourrait être radiée, conformément aux dispositions de la Loi sur la publicité légale.	Accord
4.1.4	En pratique, les associations régies par ces lois particulières pourraient continuer à afficher leur personnalité propre grâce à la publicité, au registre des entreprises, de leur nom, de leur but et de leur secteur d'activité. En d'autres mots, la personnalité distinctive de ces associations, qui découlait notamment de leur loi constitutive particulière, pourrait toujours être exprimée dans le nouveau régime.	Accord
4.2	Lois d'intérêt privé	
4.2.1	Environ 1 500 lois d'intérêt privé régissent des associations. Elles contiennent généralement des règles de fonctionnement que l'on trouve normalement dans un règlement intérieur. Chaque fois que l'association veut modifier ces règles, il est nécessaire de faire adopter une loi par l'Assemblée nationale, qui a pourtant essentiellement pour rôle d'adopter des lois d'intérêt public. Il serait avantageux pour les associations, qui ont à encourir des frais et des délais parfois importants, de ne plus avoir à demander la modification de telles lois.	Accord
4.2.2	Pour favoriser la continuation de ces associations dans le nouveau régime, il est envisagé qu'une telle continuation puisse s'opérer sans frais.	Accord